Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 149 (2004)
Heft: 3

Artikel: À propos des "Think Thanks" britanniques. Partie 1
Autor: Razoux, Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346362

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

A propos des «Think Tanks» britanniques (1)

A l'heure où la puissance publique réduit presque partout son soutien financier aux instituts de recherche et aux revues de défense, il est intéressant d'évoquer l'exemple de la Grande-Bretagne car, Outre-Manche, le monde de la recherche et la puissance publique ont renoncé à une logique d'assistanat pour redéfinir un partenariat efficace fondé sur le développement de synergies gagnantes.

Pierre Razoux[1]

Il existe en Grande-Bretagne une nébuleuse d'une quinzaine de «think tanks» amalgamant indistinctement universitaires, hauts fonctionnaires, militaires, assureurs, avocats, banquiers et industriels en tous genres. Malgré leur connotation académique, ces instituts et ces centres de recherche, empreints de culture libérale, ont su renoncer à une pratique d'assistanat pour développer des logiques managériales et entrepreneriales dictées par un impératif de rentabilité économique. Au fil du temps, ces «think tanks», qui n'hésitent jamais à coopérer entre eux pour promouvoir des synergies gagnantes, ont su occuper le terrain de la recherche et développer une stratégie d'influence mondiale, débordant très largement la sphère de l'académisme. Grâce à ce réseau d'influence noyauté par d'anciens ministres, diplomates, chefs d'entreprises et généraux, le gouvernement britannique dispose, au-delà d'un laboratoire à idées, d'un outil crédible capable, lorsque cela s'avère nécessaire, de véhiculer *urbi* et *orbi* les idées maîtresses de sa politique étrangère.

Les instituts

Le Royal United Services Institute for Defence Studies (RUSI)

Situé au cœur de Whitehall, à deux pas des ministères, le RUSI [www.rusi.org] s'est imposé depuis plus d'un siècle comme la référence de l'*establishment*. Ce n'est pas un hasard si l'on y rencontre fréquemment d'anciens ministres, diplomates et généraux ayant occupé les fonctions les plus élevées. Créé par le duc de Wellington en 1831, c'est le doyen des instituts de réflexion sur les questions de défense à travers le monde. C'est un forum professionnel pour tous les officiels britanniques concernés par les questions nationales et internationales de sécurité. Ses réseaux et la compétence de ses experts sont reconnus comme faisant parti des meilleurs sur la scène internationale. Ses commanditaires lui reconnaissent quatre missions principales:

– Le suivi de programmes de recherches.

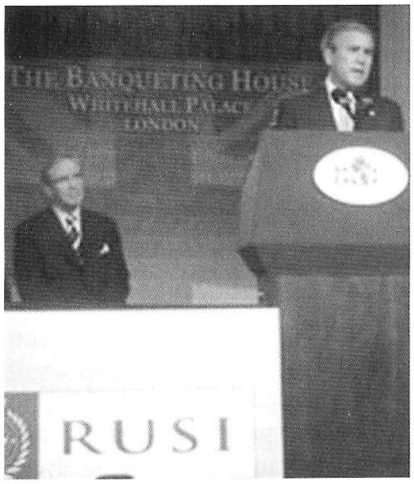
– L'animation d'un programme hebdomadaire de conférences.

– La sensibilisation du personnel servant dans les ministères, notamment par le biais de conférences gratuites se tenant à l'heure du déjeuner; les programmes des conférences circulent très largement dans les bureaux et le personnel est incité à y assister.

– L'édition de plusieurs journaux, revues et documents servant de référence au sein de la haute fonction publique britannique. Le plus connu est sans nul doute le *RUSI Journal* dans lequel interviennent fréquemment des personnalités de la scène internationale.

L'Institut a également fondé sa réputation sur d'autres publications telles que le *RUSI Newsbrief*, lettre mensuelle d'information stratégique; le *World Defence Systems*, recueil d'analyses publié trois fois par an, traitant des questions liées à l'industrie d'armement; les *Whitehall Papers*, dossiers d'information consacrés à des thèmes «porteurs»; le *Security Monitor*, nouveau magazine spécialisé dans les questions de sécurité intérieure et d'anti-terrorisme, né de la réflexion ayant suivi les attentats du 11 septembre; enfin les *Documents on*

[1] *Historien familier des questions stratégiques, collaborateur régulier de la* RMS, *Pierre Razoux a travaillé trois ans à la Division des affaires politiques du ministère de la Défense britannique.*



British Foreign and Security Policy, épais recueils qui présentent les documents les plus récents en matière de politique étrangère.

Le *RUSI* est également connu pour son département des sciences militaires qui organise des conférences généralement liées à l'histoire militaire. Celui-ci organise également des visites de champs de bataille (*battle field tours*) qui connaissent un vif succès Outre-Manche. Mais l'un des principaux atouts du RUSI consiste en sa fantastique bibliothèque de 14000 volumes consacrés aux relations internationales et à la science militaire qui est accessible à tout agent public, sur simple inscription gratuite préalable.

Le Royal Institute of International Affairs (RIIA)

Créé en 1920 pour stimuler le débat et la recherche dans les domaines de la politique, des affaires et de la sécurité internationales, le RIIA [www.riia.org] a son siège à Chatham House, au cœur de Londres. La direction de l'Institut, financée par la Couronne et par d'importants capitaux privés, est assurée par un conseil regroupant des personnalités de tous les milieux: université, affaires, politique, médias, fonction publique et même organisations non gouvernementales. Trois comités supervisent la direction administrative de l'Institut, la gestion de ses finances et sa stratégie d'investissement, car le RIIA fonctionne comme une entreprise chargée de dégager des bénéfices.

Un directeur scientifique s'occupe des programmes de recherches et il peut faire appel à une équipe de quatre-vingts spécialistes pour rédiger les publications de l'Institut. Le RIIA organise chaque année une centaine de réunions restreintes, ainsi qu'une quinzaine de conférences internationales, soit sur place, soit à travers le monde, en liaison avec les autorités et des centres de recherche locaux. Il règne au sein du RIIA un esprit «club», caractéristique de la bonne société britannique, qui a donné naissance à la fameuse «règle de Chatham House» supposée garantir l'anonymat des intervenants et inciter les participants à échanger le maximum d'informations. Selon les termes de cette règle, qui a été reprise par de nombreux instituts et centres de recherche, les participants sont libres d'utiliser les informations et les points de vue exprimés pendant les conférences, à condition de ne mentionner ni leurs auteurs, ni leur affiliation, sauf permission expresse de leur part. Dans certains cas, des commentaires peuvent être faits «*off the record*», afin de protéger plus efficacement l'identité des intervenants. Dans cette hypothèse, les participants ne sont pas autorisés à rendre public ces informations. Il n'existe pas de véritable organe de contrôle, mais l'individu qui viendrait à enfreindre cette règle serait rejeté par la communauté de la recherche.

De nombreux experts du RIIA font office de consultants pour les journaux et les chaînes de radio et de télévision. Quant aux publications, celles-ci s'articulent autour de plusieurs produits phares: le mensuel *The World Today* contient une dizaine d'articles faisant le tour de l'actualité; la revue trimestrielle *International Affairs* affirme être «le journal de référence en matière de relations internationales en Europe»; les *Briefing Papers* constituent des dossiers de synthèse sur des questions ponctuelles d'actualité.

L'International Institute for Strategic Studies (IISS)

L'IISS [www.iiss.org] est avant tout une entreprise internationale rentable, qui n'hésite pas à promouvoir des actions efficaces de *lobbying* au service d'Etats ou de puissants groupes industriels, comme l'actualité la plus récente vient de l'illustrer avec la fameuse affaire du «Dossier irakien». L'Institut se veut être la source principale d'information concernant les questions stratégiques pour les diplomates, les hommes d'affaire, les journalistes, les économistes, les militaires, les analystes et les universitaires. Utilisant un réseau de correspondants au plus haut niveau, il s'affirme comme l'un des acteurs importants dans le

monde interlope de la diplomatie parallèle. L'IISS dispose d'ailleurs d'une antenne à Washington lui assurant d'excellents relais auprès de l'administration américaine.

Mis sur pied en 1958 pour promouvoir l'étude des conflits, de leurs causes et de leurs conséquences, l'IISS a son siège social à Arundel House, place du Temple à Londres. Les statuts de l'Institut en font une entreprise privée de droit britannique, mais celui-ci est également enregistré en tant qu'institution caritative! Le directoire comprend une trentaine de membres provenant de seize pays différents, essentiellement occidentaux. Un comité exécutif supervise la direction de l'Institut, tandis qu'un comité d'audit analyse les rapports comptables en provenance de compagnies d'audit et propose des stratégies financières d'investissement.

Le budget annuel de l'IISS dépasse les 6 millions d'euros. Son budget est financé à 35% par des allocations de recherche versées par des entités et des entreprises internationales (les principaux contributeurs venant de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et d'Asie), à 25% par les cotisations, à 20% par le produit des ventes de publications, à 15% par les produits financiers et retours sur investissement, enfin à 5% par des dons. L'Institut est actuellement engagé dans une vaste collecte de fonds pour rénover ses bâtiments et promet des partenariats intéressants aux généreux donateurs: avis aux amateurs! Au chapitre des dépenses, l'IISS alloue 30% à la recherche, 24% aux missions d'expertise et à l'organisation de séminaires internationaux, 20% aux publications, 10% aux frais de gestion et d'administration, 8% au fonctionnement de la bibliothèque ainsi que 8% à des actions diverses.

Avec la fin de la guerre froide, l'IISS, qui regroupe aujourd'hui plus de 3000 membres provenant d'une centaine de pays, a diversifié ses activités de recherches qui sont regroupées autour de plusieurs pôles distincts: évolutions conceptuelles de la stratégie; nouvelles formes de terrorisme; politiques de défense; contrôle des armements et des armes de destruction massive; résolution des conflits, interventions humanitaires et opérations de soutien de la paix: évolution des techniques militaires et des sciences de l'information; sécurité régionale.

A l'inverse du RUSI et du RIIA, qui fonctionnent en puisant dans un vivier de chercheurs associés travaillant régulièrement pour eux, l'IISS ne s'appuie que sur un petit nombre permanent d'associés (*senior fellows*), généreusement rétribués qui, en tant que directeurs de programmes, assurent l'organisation matérielle des actions de coopération. Inutile de préciser que les places sont rares et chères! La rédaction des études et des publications échoit en revanche aux chercheurs associés qui travaillent à plein temps pour l'IISS pour des périodes d'un à trois ans. Le but affiché est de favoriser l'émergence de jeunes talents en évitant l'immobilisme d'une rente de situation.

Ce sont toutefois ses publications qui ont assis la réputation de l'IISS auprès du grand public. L'incontournable *Military Balance* constitue indéniablement la pièce maîtresse du dispositif. Cette «Bible» des décideurs dans le domaine de la défense conjugue annuellement tableaux d'effectifs, ordres de bataille, analyses macro-économiques et cartes en tous genres, en vue de présenter un état précis des rapports de forces à travers le monde. Le responsable de cet ouvrage de référence est en règle générale un ancien officier supérieur du renseignement militaire de Sa Majesté.

Puis viennent les célèbres *Adelphi Papers, les Strategic Comments,* la revue *Survival,* la lettre d'information *IISS News* et le recueil *Strategic Survey* qui tente de tracer les grands axes de l'évolution des relations internationales pour l'année à venir. Une toute nouvelle revue intitulée *Russian Regional Perspectives* vient enfin d'occuper le créneau des relations avec les pays issus de l'ancienne URSS.

Le Foreign Policy Centre (FPC)

Créé en 1998 par Tony Blair, le FPC [www.fpc.org.uk] constitue le «think tank» très politiquement correct du parti New Labour. Le Premier ministre britannique a ainsi voulu créer «un centre indépendant capable de développer une pensée innovante et des solutions pragmatiques et efficaces pour un monde de plus en plus interdépendant». Situé à Elizabeth House, non loin des coulisses du pouvoir, le Centre regroupe une vingtaine de personnalités aux parcours variés.

Robin Cook, ancien ministre des Affaires étrangères du premier gouvernement Blair, en est l'actuel président, tandis que Mark Leonard, universitaire atypique apôtre de la pluridisciplinarité, en assure la direction scientifique. Le FPC organise régulièrement des cycles de conférences et des séminaires de travail sur les sujets brûlants concernant la société britannique, n'hésitant pas à recourir au sponsoring de groupes privés ou d'institutionnels tels que la BBC et le British Council. Le FPC a publié quarante ouvrages en quatre ans sur des sujets novateurs tels que: *The Kidnapping Business, Public Diplomacy* ou *The new shape of Europe.*

P.R.

(A suivre)

La réforme de la protection civile est entrée en vigueur

La nouvelle loi sur la protection de la population et sur la protection civile est entrée en vigueur le 1er janvier 2004. Cela signifie une transformation en profondeur. Axée en priorité sur l'aide en cas de catastrophe, la protection civile est dotée de structures plus souples, dispose d'effectifs moins nombreux mais plus jeunes. En outre, l'instruction assure une plus grande polyvalence. La protection civile devient une organisation partenaire du système de protection de la population, d'où une orientation prioritaire vers l'aide en cas de catastrophe.

Le recrutement est organisé conjointement avec l'armée. Il a lieu dans les sept centres de recrutement répartis sur le territoire national et dure deux à trois jours. Comme par le passé, l'armée a la priorité. Les conscrits n'ont pas de libre choix. Les hommes de nationalité suisse seront astreints à servir dans la protection civile de 20 à 40 ans. Les personnes ayant effectué au moins 50 jours de service militaire ne seront plus incorporées dans la protection civile lorsqu'ils quittent l'armée. L'effectif global de la protection civile passe de 280000 à 120000 personnes.

L'instruction connaît aussi son lot de nouveautés. Elle est allongée pour viser à davantage de polyvalence. L'instruction de base, limitée à cinq jours jusqu'en 2003, durera désormais deux à trois semaines. Les cours de répétition annuels comprennent un minimum de deux jours et un maximum d'une semaine. Des cours complémentaires sont en outre organisés à l'intention des cadres et des spécialistes.